

FSU

Le gouvernement s'obstine

Dans un contexte de mobilisations historiques, les annonces du Premier ministre confirment que le gouvernement maintient son choix d'une retraite universelle par points ainsi que son calendrier d'élaboration d'un projet de loi. Il n'a donc pas pris la mesure des revendications et de la colère exprimées massivement depuis plusieurs jours dans les grèves et manifestations comme le 5 décembre dernier.

Le premier ministre n'a pas levé le flou sur les contenus de la réforme, il a en revanche confirmé la dégradation de la situation notamment avec la mise en place d'un âge pivot à 64 ans, la suppression de tous les régimes spéciaux et la fin du code des pensions. La FSU continue d'affirmer que cette réforme sera inégalitaire, notamment entre les femmes et les hommes, et qu'elle conduira à une baisse du niveau des pensions pour toutes et tous les salarié.es. Les agents.es de la Fonction Publique seraient particulièrement impacté.es par les effets néfastes de ce nouveau système en particulier pour les bas salaires.

Les enseignant.es sont plus inquiet.es qu'ils et elles ne l'étaient déjà. Le Premier ministre, bien que reconnaissant les pertes, ne propose aucune solution et renvoie à des discussions sur les carrières et les métiers, ne levant le flou ni sur les compensations, si sur la revalorisation. En outre, il confirme ainsi les propos du ministre de l'Éducation nationale sur les contreparties inacceptables liées aux missions et au temps de travail. Il n'a eu aucun mot pour les personnels non-enseignants.

Les mesures concernant la transition avec une réforme applicable à partir des générations 1975 laissent à penser que nous pourrions accepter de laisser « l'héritage » d'un système des retraites défavorable aux générations à venir.

Il maintient le cap, joue la division entre les catégories et les générations, et confirme une réforme qui lèsera tout le monde.

C'est pourquoi la FSU appelle les agent.es de la Fonction Publique, les salarié.es, les jeunes, les retraité.es à poursuivre et amplifier les mobilisations et de s'engager avec force dans les actions décidées par l'intersyndicale interprofessionnelle du 10 décembre, dès le 12 décembre localement, puis le week-end, et de faire du 17 décembre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle massive de grèves et de manifestations.

Clermont Ferrand, le 11 décembre 2019